

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Troyes, le

Nos réf. : SAU/PFM/SP n° 23-345

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 mai 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED**

3 RUE DES PRES DE LYON  
10600 La Chapelle-Saint-Luc

Code AIOT : 0005701952

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mai 2023 dans l'établissement COVED implanté 3 RUE DES PRES DE LYON 10600 La Chapelle-Saint-Luc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur place suite au signalement d'un incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED
- 3 RUE DES PRES DE LYON 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.  
Seule la zone de stockage de PAM a été inspectée lors de cette visite.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite suite à un incendie

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377  
10025 TROYES cedex

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue sur site suite à un signalement des services de l'état concernant la survenue d'un incendie toujours en cours, situé sur le site de COVED à La Chapelle Saint-Luc.

Sur place, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la survenue de l'incident.

L'exploitant déclare que l'incident a eu lieu dans le stockage de PAM (petit appareil en mélange), probablement à cause de la rupture de confinement d'une pile/batterie au lithium.

Lors de la visite, il a pu être constaté que la végétation était proche du stockage de PAM. Celle-ci a par ailleurs été noircie par les fumées lors de l'incident. Il apparaît également que la hauteur de lego-bloc est potentiellement insuffisante pour contenir les flammes dans l'alvéole, certaines flammes dépassant des légoblocs.

Par courriel du 11 mai 2023, l'exploitant s'engage à faire tailler la végétation à proximité.

L'exploitant dispose de ses propres moyens pour stocker les eaux d'extinctions et s'est engagé à les faire traiter dans un exutoire autorisé.

Aussi l'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de rappeler à l'exploitant :

- la nécessité de réduire le risque à la source en effectuant un entretien régulier de la végétation ou en déplaçant l'alvéole de stockage de PAM.
- la nécessité d'avoir des moyens de protection incendie correctement dimensionnés, notamment en justifiant la pertinence et la suffisance de la hauteur de lego-blocs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement, article R512-69 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'accident ne fait pas état de grave dysfonctionnement de l'installation. Certains points restent cependant à améliorer, notamment la hauteur de légoblocs et la végétation à proximité.

Ces points font l'objet d'une proposition de lettre de suite préfectorale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-69 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.  Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 24 mai 2023 l'exploitant a transmis une fiche-incident, consultée par sondage, n'appelant pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

